

# Un appel de syndicats et associations pour associer "population et enseignants" afin de "faire reculer l'obscurantisme"

"Assassiner et décapiter un enseignant, c'est s'attaquer au cœur de notre société", écrivent plusieurs organisations du secteur éducatif et de défense des droits de l'homme le 21 octobre dans une tribune commune, à quelques heures de l'hommage national qui sera rendu à Samuel Paty. Afin de "faire reculer les périls obscurantistes et garantir nos libertés", les signataires (1) plaident pour "une politique ambitieuse d'éducation dans le cadre de l'École publique et laïque avec l'implication des mouvements d'éducation populaire complémentaire de l'enseignement public et des collectivités".



"Parce que c'est le devenir même de la République, de son École publique et laïque et de notre Nation qui est en jeu et, avec elles, une part de celui du monde, nous appelons toute la population à construire cette réponse avec nous", écrivent les organisations, qui défendent "une société unie et fraternelle".

## UNE "DÉCLARATION D'INTENTION" SIGNÉE PAR LE MENJS ET L'ÉDUCATION POPULAIRE

Par ailleurs, la secrétaire d'État chargée de la Jeunesse, Sarah El Haïry, et les acteurs de l'éducation populaire ont signé le 20 octobre 2020 "une [déclaration d'intention](#) commune visant à renforcer leurs efforts, notamment à destination des jeunes des quartiers prioritaires, pour transmettre les valeurs de la République". L'objectif est également de "lutter contre l'endoctrinement religieux, la radicalisation et le rejet des lois de la République".

Avec ce texte, les signataires (2) s'engagent à "promouvoir une coopération et une continuité éducative entre les familles, l'Éducation nationale et l'éducation populaire".